

**ZODIAC AEROSPACE
PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU LUNDI 11 JANVIER 2010**

L'an deux mille dix,

Le lundi 11 janvier à 16 heures 00,

Messieurs et Mesdames les actionnaires de la Société Anonyme dénommée ZODIAC AEROSPACE au capital de 11 141 615,60 euros divisé en 55 708 078 actions, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, à la Maison de la Chimie – 28, rue Saint-Dominique – 75008 Paris sur la convocation faite par le Directoire, par avis insérés dans le Journal d'Annonces Légales le "B.A.L.O." numéro 146 du 7 décembre 2009, et par lettre personnelle du 21 décembre 2009 adressée à chaque actionnaire nominatif.

L'assemblée procède à la constitution de son bureau :

- Monsieur Didier DOMANGE, Président du Conseil de Surveillance, préside l'Assemblée,
- La Société Foncière, Financière et de Participations - FFP, représentée par Monsieur Robert PEUGEOT et Monsieur Robert MARECHAL, présents et acceptant, sont appelés comme scrutateurs,
- Madame de LAGUERIE est désignée comme secrétaire.

Le bureau ainsi constitué, le Président constate d'après la feuille de présence qui demeurera annexée au présent procès-verbal, après avoir été certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, que l'assemblée étant composée d'actionnaires présents ou représentés réunissant plus du quart des actions ayant droit de vote est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président signale que les Commissaires aux comptes convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en date du 21 décembre 2009, sont présents.

Il dépose ensuite sur le bureau et présente à l'Assemblée :

1. Un exemplaire des journaux d'annonces légales "BALO" portant avis de convocation,
2. Une copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire ainsi que de la lettre de convocation des commissaires aux comptes avec l'avis de réception,
3. La feuille de présence et les procurations données par les actionnaires représentés ainsi que les formulaires de vote par correspondance,
4. Un exemplaire des statuts de la société,
5. Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) arrêtés au 31 août 2009,
6. Le rapport de gestion du Directoire et les rapports des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos à cette date et les conventions visées à l'article L 225.86 de la loi sur les sociétés commerciales du 15 mai 2001,

7. Le rapport du Conseil de Surveillance,
8. Le texte du projet de résolutions,
9. Le rapport spécial au titre des stock-options en application de la loi sur les nouvelles régulations économiques du 15 mai 2001.
10. L'attestation des commissaires aux comptes sur le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées.

Le Président fait observer que la présente assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions des articles 123 et suivants du Décret du 23 mars 1967 sur les Sociétés Commerciales et déclare que les documents et renseignements visés aux articles 133 et 135 dudit Décret ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social, depuis la convocation de l'assemblée, ainsi que la liste des actionnaires.

Le Président rappelle ensuite que la présente assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

I. Partie ordinaire

- Approbation du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance, du rapport général des Commissaires aux comptes et des comptes sociaux de l'exercice 2008/2009 ;
- Approbation du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance, du rapport des Commissaires aux comptes et des comptes consolidés de l'exercice 2008/2009 ;
- Affectation du résultat et fixation du dividende ;
- Approbation des conventions visées par les dispositions des articles L.225-86 et suivants du Code de commerce sur présentation du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
- Autorisation à donner au Directoire en vue de permettre à la Société d'intervenir sur ses propres actions ;
- Renouvellement du mandat de Monsieur Marc Assa, en qualité de membre du Conseil de Surveillance ;
- Renouvellement du mandat de Monsieur Edmond Marchegay, en qualité de membre du Conseil de Surveillance ;
- Renouvellement du mandat de la société Ernst & Young Audit, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire ;
- Renouvellement du mandat de la société Auditex, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant ;

II. Partie extraordinaire

- Autorisation à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital par annulation des actions détenues par la Société dans le cadre du programme de rachat d'actions ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président est autorisé par les actionnaires présents à ne pas lire les rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance ainsi que ceux des Commissaires aux comptes qu'ils ont reçus en même temps que la convocation à cette Assemblée.

Une projection illustrant les faits majeurs de l'année 2008/2009 ainsi que ceux du premier trimestre de l'exercice 2009/2010 est commentée par le Président du Directoire.

Ensuite, le Président de l'Assemblée demande si des actionnaires désirent quelques renseignements.

Après un échange de diverses explications et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

RESOLUTIONS ORDINAIRES

Première résolution

Approbation des comptes sociaux de la société Zodiac Aerospace relatifs à l'exercice clos

le 31 août 2009

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des comptes sociaux de la société Zodiac Aerospace (la "**Société**") relatifs à l'exercice clos le 31 août 2009, après avoir entendu la lecture des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance, du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 août 2009, du rapport du Président du Conseil de Surveillance relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi qu'aux procédures de contrôle interne mises en place par la Société et du rapport des Commissaires aux comptes sur ce rapport, approuve les comptes sociaux de cet exercice social tels qu'ils ont été présentés et qui laissent apparaître un résultat net de 45.103.788 €. L'Assemblée Générale approuve de ce fait toutes les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans les rapports susvisés.

Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les comptes sociaux de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune dépense somptuaire ou charge non déductible fiscalement, telle que visée par les dispositions de l'article 39-4 dudit Code.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 8 actionnaires représentant 146 308 voix qui votent contre.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés du Groupe Zodiac Aerospace relatifs à l'exercice clos le 31 août 2009

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des comptes consolidés de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 août 2009, après avoir entendu la lecture du rapport sur la gestion du Groupe joint au rapport du Directoire, du rapport du Président du Conseil de Surveillance relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi qu'aux procédures de

contrôle interne, du rapport des Commissaires aux comptes sur ce rapport, des rapports du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 août 2009, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes consolidés de cet exercice et qui laissent apparaître un résultat net part du groupe de 173.153 K€

L'Assemblée Générale approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans les rapports susvisés.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice considéré.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 11 actionnaires représentant 193 692 voix qui votent contre.

Troisième résolution

Affectation du résultat – Fixation du montant du dividende à 1€

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance, et après avoir constaté que le bilan de l'exercice clos le 31 août 2009 fait apparaître un résultat bénéficiaire de 45.103.788 €, décide, sur proposition du Directoire, d'affecter ce bénéfice comme suit :

Résultat bénéficiaire de l'exercice	45 103 788 €
Dotation à la réserve légale	(807 €)
Report à nouveau antérieur	527 405 352 €
Bénéfice distribuable	572 508 333 €
Distribution d'un dividende de 1 € pour chacune des 55 708 078 actions (*)	(55 708 078 €)
Affectation du solde au compte report à nouveau (*)	516 800 255 €

(*) *Ce montant porte sur la totalité des actions émises par la Société au 31 août 2009; il sera ajusté du nombre d'actions auto détenues par la Société à la date de paiement du dividende.*

L'Assemblée Générale décide la distribution d'un dividende de 1€ pour chacune des 55 708 078 actions de 0,20 € de valeur nominale chacune composant la totalité du capital social au 31 août 2009, soit un dividende global de 55 708 078 euros, étant précisé que le montant correspondant aux dividendes non versés aux actions qui seraient détenues en propre par la Société, à la date de mise en paiement du dividende, sera affecté au compte report à nouveau.

Ce dividende sera mis en paiement, en numéraire, à compter du 19 janvier 2010.

La fraction de ce dividende global distribuée à des personnes physiques résidentes fiscales en France n'est retenue que pour 60 % de son montant si ce dividende est soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu (article 158-3-2° du Code général des impôts) ou, sur option du bénéficiaire exercée auprès de l'établissement payeur au plus tard lors de l'encaissement des dividendes, est soumise à un prélèvement forfaitaire libératoire de 18 % du montant du dividende brut (article 117 quater du Code général des impôts). De plus, les dividendes distribués à des personnes physiques, dont les titres ne sont pas inscrits sur un plan d'épargne en actions (« PEA »), sont amputés des prélèvements sociaux, pour les distributions réalisées à compter du 1er janvier 2008.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois précédents exercices ont été les suivants :

exercice clos le	31 août 2008	31 août 2007	31 août 2006
Nombre total d'actions(1)	55 667 704	55 529 604	55 260 445
Dividende distribué par action	1 €	<i>Dividende ordinaire :</i> 1 €	0,86 €
		<i>Dividende exceptionnel :</i> 2 €	
Montant total distribué(2)	55 667 704 €	<i>Dividende ordinaire :</i> 55 529 604 €	47 523 982 €
		<i>Dividende exceptionnel :</i> 111 166 094 €	

(1) *Nombre d'actions ayant donné droit à paiement du dividende (le cas échéant, déduction faite des actions auto détenues au jour de la mise en paiement du dividende).*

(2) *Conformément à la loi, il est rappelé que le dividende versé au titre de l'exercice 2006 a ouvert droit à un abattement pour les personnes physiques résidant fiscalement en France. L'article 76-1 de la loi 2005-1719 du 30 décembre 2005 a fixé, à compter de l'imposition des revenus 2006, le taux de l'abattement à 40%. Pour les dividendes distribués à compter du 1er janvier 2008 à des personnes physiques résidant fiscalement en France, il a été instauré un prélèvement forfaitaire libératoire de 18 % du montant du dividende brut (sur option du contribuable auprès de l'établissement payeur).*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 4 actionnaires représentant 8 999 voix qui votent contre.

Quatrième résolution

Approbation des conventions visées à l'article L.225-86 du Code de commerce et présentées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce, prend acte qu'aucune convention ou engagement visé par les dispositions des articles précités n'a été conclu ou souscrit au cours de l'exercice écoulé et, en tant que de besoin, qu'aucune convention ou engagement, éventuellement conclu ou souscrit au cours d'exercices antérieurs, ne s'est poursuivi au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 3 actionnaires représentant 6 994 voix qui votent contre.

Cinquième résolution

Autorisation à donner au Directoire en vue de permettre à la Société d'intervenir sur ses propres actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance, autorise pour une durée de dix-huit mois le Directoire, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce et dans le respect des conditions définies dans les articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers et du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, à faire acheter par la Société ses propres actions en vue :

- (i) de leur attribution ou de leur vente (i) dans le cadre des dispositions des articles L.225-179 et suivants du Code de commerce, ou (ii) dans le cadre d'un plan d'actionnariat ou d'un plan d'épargne d'entreprise, ou (iii) en application des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de Commerce ; ou
- (ii) de l'animation du marché ou d'assurer la liquidité de l'action, par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ; ou
- (iii) dans la limite de 5% du capital de la Société, de leur conservation et de leur remise ultérieure à titre d'échange, de paiement ou autre dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ; ou
- (iv) de leur remise dans le cadre de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de tout autre manière à l'attribution d'actions de la Société ; ou
- (v) de leur annulation éventuelle par voie de réduction de capital, sous réserve d'une autorisation préalable de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société ; ou
- (vi) de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, réaliser toute autre opération conforme à la législation en vigueur.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que le nombre d'actions que la Société détiendra à la suite de ces achats ne dépasse pas 10 % des actions qui composent le capital de la Société, sachant que le pourcentage s'appliquera à un capital ajusté en fonction des opérations qui pourront l'affecter postérieurement à la présente Assemblée.

L'achat de ces actions, ainsi que leur vente ou leur transfert pourra être réalisé par le Directoire, en une ou plusieurs fois, à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires et sous réserve des périodes d'abstention prévues par l'article 631-6 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, et ce par tous moyens en bourse ou autrement.

Le montant maximum destiné à la réalisation du programme de rachat est de cent millions (100.000.000) €

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de délégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation, notamment pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes, procéder à l'ajustement prévu par la réglementation en vigueur en cas d'achat d'actions à un prix supérieur au cours de bourse, et généralement faire le nécessaire.

La présente autorisation prive d'effet, à hauteur de la partie non utilisée, l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale mixte du 12 janvier 2009 dans sa 5ème résolution.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 94 actionnaires représentant 2 997 611 voix qui votent contre.

Sixième résolution

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Marc Assa venant à expiration, pour une durée de deux années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2011.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 100 actionnaires représentant 4 278 034 voix qui votent contre.

Septième résolution

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Edmond Marchegay venant à expiration, pour une durée de deux années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2011.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 114 actionnaires représentant 4 561 395 voix qui votent contre.

Huitième résolution

Renouvellement du mandat de la société Ernst & Young Audit, commissaire aux comptes titulaire

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société Ernst & Young Audit pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2015.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 10 actionnaires représentant 1 101 793 voix qui votent contre.

Neuvième résolution

Renouvellement du mandat de la société Auditex, commissaire aux comptes suppléant

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes suppléant de la société Auditex pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2015.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 22 actionnaires représentant 1 645 221 voix qui votent contre.

RESOLUTIONS EXTRAORDINAIRES

Dixième résolution

Autorisation à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital par annulation des actions détenues par la Société dans le cadre du programme de rachat d'actions

Sous réserve de l'adoption de la 5ème résolution qui précède, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Directoire pour une durée de dix-huit mois, conformément à l'article L.225-209 du Code de commerce, à annuler en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital et par période de vingt-quatre mois, tout ou partie des actions acquises par la Société et à procéder à due concurrence à une réduction du capital social.

A cet effet, l'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Directoire pour arrêter le montant définitif de la réduction du capital, en fixer les modalités et en constater la réalisation, modifier en conséquence les statuts de la Société et accomplir tous actes ou formalités consécutives, et plus généralement faire le nécessaire.

Cette autorisation annule et remplace à compter de ce jour toute autorisation ayant le même objet, et notamment celle donnée dans sa 11ème résolution par l'Assemblée Générale mixte du 12 janvier 2009.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 20 actionnaires représentant 571 991 voix qui votent contre.

Onzième résolution

Pouvoirs à l'effet de réaliser les formalités légales consécutives aux présentes résolutions

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs aux porteurs d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme des présentes pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités prévus par la loi et nécessaires à la mise en œuvre des résolutions qui précèdent.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité à l'exception de 2 actionnaires représentant 2 822 voix qui votent contre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h00.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire